

# MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

**(CCAP N° DIRA-MIMO-25-04)**

### ***L'Acheteur***

Direction interdépartementale des routes Atlantique (DIRA)

### ***Représentant de l'acheteur (RA)***

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Atlantique

### ***Objet du marché***

Gestion des déchets issus de l'entretien et l'exploitation du réseau routier national : mise à disposition et évacuation de contenants à déchets, enlèvements de déchets, traitement des déchets y compris valorisation

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

Pages

<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b><u>4</u></b>
1-1. Objet du marché et normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	<u>4</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>5</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>6</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>6</u>
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel...	<u>6</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>7</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>7</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>9</u>
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b><u>9</u></b>
<b>ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b><u>10</u></b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>10</u>
3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes.....	<u>10</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>11</u>
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	<u>12</u>
3-5. Répercussion de la composante déchets TGAP.....	<u>12</u>
<b>ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS.....</b>	<b><u>12</u></b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>12</u>
4-2. Interventions urgentes.....	<u>12</u>
4-3. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>13</u>
4-4. Autres pénalités.....	<u>13</u>
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b><u>15</u></b>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>15</u>
5-2. Avances.....	<u>15</u>
<b>ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b><u>15</u></b>
<b>ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b><u>15</u></b>
7-1. Période de préparation.....	<u>15</u>
7-2. Programme d'exécution.....	<u>15</u>
7-3. Conditions d'exécution.....	<u>15</u>
7-4. Conditions d'intervention.....	<u>17</u>
7-5. Formation.....	<u>17</u>
7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	<u>17</u>
<b>ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b><u>17</u></b>
8-1. Vérifications et essais.....	<u>17</u>
8-2. Admission.....	<u>18</u>
8-3. Garantie(s).....	<u>18</u>
<b>ARTICLE 9. RÉSILIATION.....</b>	<b><u>18</u></b>
<b>Article 10. Clauses sociales.....</b>	<b><u>19</u></b>
<b>ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b><u>19</u></b>



# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### **1-1. Objet du marché et normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

- la mise à disposition de contenants fournis à la DIR Atlantique de façon temporaire ou permanente (bennes ouvertes ou fermées de type « ampliroll » ou autres conteneurs) et dotés d'une signalétique adaptée au tri des déchets ;
- l'enlèvement de ces contenants et leur transport jusqu'aux lieux de valorisation et/ou de traitement ;
- l'enlèvement et le transport de déchets situés sur des plate-formes dédiées au stockage (alvéoles, aire de stockage, etc.) ;
- le vidage, la valorisation et le traitement du contenu de ces contenants et/ou des déchets déposés directement par la DIR Atlantique dans les centres du titulaire lorsqu'ils sont situés à proximité du lieu de production ;
- la gestion des déchets de la DIRA issus de manifestations, camps ou de décharges sauvages ;
- la formation relative à la signalétique et à la caractéristique des déchets auprès des agents de la DIR Atlantique.

Elles sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : l'ensemble des routes et dépendances gérées par la DIRA et les centres d'exploitation et d'intervention de la DIRA.

Les lieux de stockage de la DIRA sont précisés au CCTP (article 2.2).

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

#### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef de district, d'unité pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

### **1-2.2. Formes des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

#### **Notification via PLACE :**

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (ceux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

#### **Notification par échanges dématérialisés :**

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information, les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou via PLACE dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

## **1-4. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le représentant du RA.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h au vendredi 12 h via PLACE ou par échanges dématérialisés. Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande.
- la désignation des prestations ;
- les quantités commandées par nature de prestation ;
- le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- le début d'exécution des prestations ;
- la date et éventuellement l'heure et/ou le délai d'exécution des prestations ;
- le délai de la période de préparation (concerne les déchets issus de manifestations, camps ou de décharges sauvages) ;
- la demande éventuelle d'intervention d'urgence ;
- la demande de visite préalable le cas échéant ;
- les conditions d'exécution particulières (mode de conditionnement, de transport, etc) ;
- le lieu d'exécution et/ou la zone géographique concernée des prestations commandées ;
- toute indication jugée utile à la bonne réalisation de la commande.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloté, les prestations sont réparties en 4 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	district de Gironde
<b>Lot 2</b>	district d'Angoulême
<b>Lot 3</b>	district de Saintes
<b>Lot 4</b>	district d'Oléron-Sainte-Marie

## **1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

### **1-6.1** Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du CCAP.

### **1-6.2.** Sites sensibles

Sans objet.

### **1-6.3.** RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des

données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCAP.

## **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-8. Dispositions générales**

### **1-8.1. Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-8.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° ..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

En application de l'article L.1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### **1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

##### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L.1262-1-1 et R.1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R.1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R.1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins ;
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance ;
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang,
- une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

#### **1-8.3. Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

#### **1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.



Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

### **1-8.5. Réalisation de prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à chaque titulaire la réalisation de prestations similaires à celles de leur marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP.

### **1-8.6. Clauses sociales et environnementales**

#### **1-8.6.1. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **1-8.6.2. Clauses environnementales**

Conformément à l'article n° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Ces conditions sont les suivantes :

- organisation de l'entreprise concernant le domaine environnemental et le taux de valorisation par catégorie de déchets, étant entendu que la priorité devra être donnée à la valorisation plutôt qu'à l'élimination ;
- organisation de l'entreprise concernant le domaine environnemental et le suivi et la traçabilité des taux de valorisation par catégorie de déchets.

## **1-9. Ordres de service**

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

### **A – Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- la liste des prix unitaires et forfaitaires ;
- les bons de commande émis au titre du présent marché ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

### **B – Pièces générales :**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois précédant la date limite de remise des offres, dont notamment :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021.

## **ARTICLE 3. PRIX – VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-2. Contenu des prix – Règlement des comptes**

#### **3-2.1. Contenu des prix**

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché et en tenant compte notamment :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé (SPS) dont établissement d'un « protocole de sécurité » par CEI ;
- de la coordination avec les districts de la DIR Atlantique quant à la sécurité des interventions et l'accès sur sites le cas échéant ;
- des sujétions de travail sous ouverture des sites DIRA, des aires et des activités situées à proximité des sites ;

Sont exclus des prix les frais liés à la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP). La répercussion de la TGAP est traitée au §3-5 du présent CCAP.

#### **3-2.2. Application des prix**

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

#### **3-2.3. Modalités du règlement des comptes**

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

#### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

##### **3-2-4-1. Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les informations suivantes :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre ;
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) du bon de commande qui sera transmis par le service ordonnateur.

##### **3-2-4.2. Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses

opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.  
Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités ou retenues.

Cette variation ne s'applique pas non plus à la TGAP, qui sera facturée par ailleurs (cf. §3-5).

#### **3-3.1. Forme des prix**

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

#### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre final.

Ce mois est appelé « mois zéro » ( $m_0$ ).

#### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.00 – Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération de matériaux - Identifiant 010764301

Il est publié sur site internet de l'INSEE.

#### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_n}{I_0}$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix ;

$I_n$  = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

#### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA :

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Répercussion de la composante déchets TGAP**

Le titulaire adresse chaque année au RA les éléments chiffrés suivants ayant servi à l'élaboration de leur déclaration de TGAP à l'administration fiscale :

- Un registre détaillant pour chaque livraison de déchets traités via le présent marché :
  - le tonnage et la nature des déchets ;
  - leur mode de traitement ;
  - le lieu de provenance ;
  - la date de la réception ;
  - le nom du transporteur ;
  - le numéro d'immatriculation du véhicule routier ayant effectué la livraison,
- le ou les tarifs de la composante déchets de la TGAP appliqués ;
- le tonnage de déchets réceptionnés affecté à chaque tarif de la composante de la TGAP appliquée.

Le RA procède annuellement, pour chaque lot, au paiement sur la base des éléments pré-cités.

## **ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION – PÉNALITÉS**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités s'entendent toutes hors taxe.

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Interventions urgentes**

Les interventions seront effectuées sur simple appel téléphonique, ou par demande faite via la messagerie du profil d'acheteur (plate-forme PLACE) ou par mail de l'une des personnes habilitées à signer les commandes visées à l'article 1-4 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmées par bon(s) de commande.

Le(s) bon(s) de commande sera (seront) rédigé(s) dès la première journée ouvrée suivante afin de régulariser l'intervention.

En cas d'urgence, la DIRA pourra faire appel à l'astreinte de l'entreprise 24 heures sur 24, y compris les week-ends et jours fériés.

Elles concernent notamment les prestations suivantes :

- retrait de déchets générés par une intervention d'urgence de type élagage ;
- ou retrait de débris suite à accident ou manifestation, pour mise en sécurité de l'infrastructure.

Les interventions (et notamment la visite préalable réalisée à la demande du pouvoir adjudicateur ou son représentant) sont effectuées dans le délai maximal suivant :

- en heures ouvrables de jour (soit de 8 h à 20 h) : délai de 30 min pour le lot 1 et de 45 min pour les autres lots ;

- en heures nuit (soit de 20 h à 8 h) : délai de 45 min ;
- en heures non ouvrables (dimanches et jours fériés) : délai de 45 min.

Le délai commence à courir à partir de la réception de la demande, quelle que soit sa forme (téléphone, courriel ou dépôt d'un message sur la PLACE). Il est compté en heures de non-intervention.

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard de début d'exécution hors intervention urgente**

En cas de retard constaté par le représentant du maître d'ouvrage, imputable au titulaire, par rapport à la date d'exécution des prestations (y compris la visite préalable éventuelle) que fixe la commande, il est appliqué une pénalité journalière de 200 € dès le premier jour de retard.

#### **4-3.2. Pénalités pour retard de début d'exécution en intervention urgente**

Le maître d'ouvrage fixe les conditions d'intervention suivant le processus ci-après :

- hors heures ouvrables : appel du chef du District ou son représentant désigné ou le cadre d'astreinte de sécurité qui fixe les délais pour l'intervention, cet appel est suivi d'une confirmation écrite par l'envoi d'une télécopie ou d'un mail et formalisée par un bon de commande au plus tard le jour ouvré suivant.

Il est précisé que l'entreprise s'est engagée sur un délai maximal (cf. article 4-2 du présent CCAP).

- pendant les heures ouvrables : sollicitation téléphonique suivie d'une confirmation écrite qui précisera les éléments de la commande. Il est précisé que l'entreprise s'est engagée sur un délai maximal (cf. article 4-2 du présent CCAP).

En cas de retard constaté par le représentant du maître d'ouvrage, imputable au titulaire, par rapport à l'heure de démarrage des prestations (y compris la visite préalable des sites de stockage demandée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant) que fixe la commande, il est appliqué une pénalité par heure de retard de 500 €.

L'entreprise prendra les dispositions pour respecter, tant la date que l'heure d'intervention sur site précisées sur la télécopie, le mail ou le bon de commande. En parallèle, la DIRA engagera la protection aux abords du site où sont entreposés les déchets.

Le titulaire est exonéré de cette disposition exclusivement en cas d'accident sur le réseau de la DIRA qui empêche le titulaire de progresser vers les lieux d'intervention.

#### **4-3.3. Pénalités pour dépassement de la durée d'intervention**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations, pour les 10 premiers jours de retard, une pénalité journalière de 200 € puis, pour chaque jour de retard ultérieur, une pénalité de 400 €.

### **4-4. Autres pénalités**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes, sans mise en demeure préalable.

#### **4-4.1. Pénalité pour non remplacement de contenants**

Le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 € en cas de retard dans la mise à disposition d'un nouveau contenant en remplacement d'un contenant plein, détérioré ou considéré trop sale à sa réception sur site. Le 1<sup>er</sup> jour de pénalité démarre 10 jours ouvrables après la réception de la demande dans le cas d'un remplacement, et 2 jours ouvrés après la demande, en cas de remplacement d'un contenant plein par un contenant vide, la demande pouvant être adressée par courriel.

#### **4-4.2. Pénalité pour indisponibilité**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans la mise à disposition d'un site de dépôt des déchets, pour les 10 premiers jours ouvrables de retard une pénalité journalière de 150 €, puis pour chaque jour de retard ultérieur, une pénalité de 300 €.

S'entendent par sites de dépôt des déchets les centres de traitement ou centres de dépôt tels que définis à l'article 2.2 du CCTP.

#### **4-4.3.** Pénalité pour non remplacement de signalétique sur les contenants

Chaque contenant doit disposer d'une signalétique adaptée, compréhensible et résistante aux intempéries. Le titulaire encourt une pénalité journalière (jour ouvrable) de 100 € en cas de retard dans la mise à disposition de cette signalétique si elle est manquante à réception du contenant sur site, ou si son remplacement est demandé par le responsable du site où le contenant est entreposé.

Le 1<sup>er</sup> jour de pénalité démarre 10 jours ouvrables après de la réception de la demande de mise en place d'une nouvelle signalétique ou de remplacement d'une signalétique existante, la demande pouvant être adressée par mail.

#### **4-4.4.** Retenue pour non remise de document

Le titulaire doit remettre au responsable du site dont émane chaque commande, tous les documents exigés par le marché et/ou permettant d'assurer la traçabilité complète de la gestion du déchet, depuis son évacuation jusqu'à la filière utilisée pour son traitement et principalement :

- les bons de pesée remis au moment de l'enlèvement du déchet (dispositif de pesée sur véhicule) ou lors de chaque facturation du site concerné ;
- les bordereaux de suivi des déchets (BSD) dans un délai inférieur à 20 jours ouvrables par rapport à la date d'enlèvement.

En cas de retard, le titulaire encours une pénalité journalière de 150 €.

Annuellement, le titulaire doit établir un tableau de bord par fichier informatique compatible au format tableur de libre office afin de permettre l'établissement d'un bilan annuel, tel que défini à l'article 3.1 du CCTP. L'envoi du tableau de bord doit être effectué dans un délai inférieur à 20 jours ouvrables à compter de la fin du dernier semestre.

En cas de retard, le titulaire encours une pénalité journalière de 100 €.

#### **4-4.5.** Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article 7-6 du présent CCAP, une pénalité journalière de 200 € est appliquée, après constatation par le chef du district ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

#### **4-4.6.** Pénalité relative à la non réalisation de la formation initiale

Si la formation prévue à l'article 2.3.5 du CCTP n'est pas dispensée aux agents dans un délai de 30 jours ouvrables à réception du premier contenant sur site, une pénalité de 50 € par jour ouvré sera appliquée.

#### **4-4.7.** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-4.8.** Pénalité pour non remise en état des lieux

Le titulaire est tenu de respecter la propreté des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur. En cas de non remise en état des locaux ou emplacements du pouvoir adjudicateur après exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 €.

#### **4-4.9.** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

#### **4-4.10.** Pénalités diverses

Le titulaire doit remettre au responsable du site dont émane chaque commande, tous les documents exigés par le marché et principalement :

- les bons de pesée remis au moment de l'enlèvement du déchet (dispositif de pesée sur véhicule) ou lors de chaque facturation du site concerné les bordereaux de suivi des déchets (BSD) dans un délai inférieur à 8 jours par rapport à la date d'enlèvement. En cas de retard, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par jour ouvrable ;
- les caractéristiques des centres agréés et décharges tels que définis à l'article 3.1 du CCTP dans un délai de 20 jours ouvrés à compter de la notification du marché ; en cas de retard, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par jour ouvrable ;

- annuellement, le titulaire doit établir un tableau de bord par fichier informatique au format tableur de la suite Open Office ou Microsoft office afin de permettre l'établissement d'un bilan annuel, tel que défini à l'article 3.1 du CCTP. L'envoi du tableau de bord doit être effectué dans un délai inférieur à 30 jours ouvrables à compter de la fin du dernier semestre. En cas de retard, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par mois de retard.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Sans objet.

## **ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## **ARTICLE 7. MISE EN PLACE ET EXÉCUTION DU MARCHÉ**

### **7-1. Période de préparation**

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Le cas échéant, il est procédé par les soins du titulaire à la préparation du protocole d'intervention pour les déchets issus de manifestations, camps ou décharges sauvages.

### **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

### **7-3. Conditions d'exécution**

#### **7-3.1. Dispositif de sécurité**

Sans objet.

#### **7-3.2. Installation des chantiers du titulaire**

Sans objet.

### **7-3.3.** Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A – Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B – Stockage, emballage, et transport

Les conditions de stockage, d'emballage, et de transport des matériels sont définies dans le CCTP.

### **7-3.4.** Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Sans objet.

### **7-3.5.** Maintien des communications

Sans objet.

### **7-3.6.** Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- l'outillage ;
- les équipements de rangement des locaux de maintenance en complément de ceux fournis ;
- les équipements de manutention ;
- les échelles, échafaudages, plates-formes, platelages ;
- les protections ;
- les meubles vestiaires ;
- les matériels de télécommunication ;
- les tenues de travail ;
- les équipements de recherche de personnes (bips, talkie-walkie...).

### **7-3.7.** Mise à disposition de matériels par l'acheteur

Sans objet.

### **7-3.8.** Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

#### **A – Prise en charge des installations**

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements, objet du marché.

Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge de l'acheteur.

#### **B – Restitution des installations**

Aucune stipulation particulière.

#### **C – Prise en charge et restitution de la documentation des installations**

Aucune stipulation particulière.

### **7-3.9.** Documentation technique

Sans objet.



### **7-3.10. Revendications des tiers**

Sans objet.

### **7-4. Conditions d'intervention**

Sans objet.

### **7-5. Formation**

Au démarrage du marché, le titulaire assure la formation du personnel de l'acheteur chargé d'utiliser, d'exploiter et/ou d'assurer la maintenance dont le contenu est précisé dans le CCTP et dans la liste des prix.

### **7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

La prévention des risques de ces opérations de chargement ou déchargement sera assurée par la formalisation écrite d'un « protocole de sécurité », qui remplace le plan de prévention. Cette formalisation doit être réalisée avant l'opération de chargement ou de déchargement pour chaque site.

Il est fait application des dispositions suivantes :

- les dispositions des articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11 du Code du Travail n'ont pas pour effet d'affecter les règles relatives aux responsabilités respectives des chefs d'entreprises à l'égard de leur propre personnel ;
- les dispositions de l'arrêté du 26 avril 1996 pris en application de l'article R.4511-9 du code du travail et portant adaptation de certaines règles de sécurité applicables aux opérations de chargement et de déchargement effectuées par une entreprise extérieure, sont mises en œuvre ;
- dans la suite du présent article et en application de l'article R.4511-9 du Code du Travail, le terme « chef d'entreprise » s'applique au chef d'entreprise ou à son représentant habilité.

#### **7-6.1. Dispositions à prendre pendant la mise en place du marché**

##### **A – Échange d'informations**

Dans un délai de 30 jours à compter du début de la mise en place du marché les chefs d'entreprises destinataires et transporteurs se communiquent par écrit :

- toutes les informations et indications utiles à l'évaluation des risques de toutes natures générés par les opérations répétitives de chargement ou de déchargement dans le site destinataire ;
- les mesures de prévention des risques et de sécurité qui doivent être observées à chacune des phases de l'opération.

##### **B – Protocole de sécurité**

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 26 avril 1996, un protocole de sécurité remplace le plan de prévention prévu aux articles R.4512-6 et 8 à 11 et suivants du code du travail.

#### **7-6.2. Dispositions à prendre pendant l'exécution des prestations sur le site d'accueil**

Les chefs d'entreprises mettent en œuvre les mesures prévues par le protocole de sécurité.

#### **7-6.3. Surveillance médicale des salariés**

Aucune stipulation particulière.

## **ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Vérifications et essais**

#### **8-1.1. Vérifications quantitatives**

Elles sont effectuées dans les conditions de vérifications suivantes : à l'appui de sa facture émise à la levée d'un ou plusieurs contenants l'entrepreneur remettra un relevé benne par benne et contenant par contenant des tonnages respectifs de chaque type de déchets collectés et traités sur support papier et informatique. Au cours des premiers mois qui suivent un exercice considéré, conformément aux dispositions réglementaires,

l'entrepreneur remettra un compte rendu semestriel, conformément à la réglementation ; l'entrepreneur remettra également un bilan des quantités valorisées par rapport aux produits collectés.

### **8-1.2. Vérifications qualitatives**

Elles sont effectuées dans un délai de 30 jours à dater de la fourniture des bons de pesée et/ou des bons de suivi des déchets.

Elles portent sur l'adéquation de la destination du déchet en fonction de sa nature, chaque filière de valorisation ou de traitement (incinération, enfouissement...) ayant été définie au préalable. La valorisation doit être privilégiée.

En cas de modifications apportées aux systèmes de collecte et à la filière de destination (valorisation, incinération, enfouissement...), l'entrepreneur devra obtenir au préalable le visa du responsable du site et ne pourra engager aucune modification sans cet accord préalable.

### **8-1.3. Essais**

Sans objet.

## **8-2. Admission**

Aucune stipulation particulière.

## **8-3. Garantie(s)**

### **8-3.1. Garantie des prestations**

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision de l'acheteur après l'avoir consulté.

### **8-3.2. Garantie de suivi de la documentation**

Sans objet.

### **8-3.3. Garantie particulière d'étanchéité**

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité des contenants concernés.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le marché, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

## **ARTICLE 9. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

## **Article 10. Clauses sociales**

Sans objet.

## **ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Le présent CCAP apporte des dérogations aux dispositions du CCAG. Ces dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants du CCAG :

CCAP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCAP 4-3.3	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 4-4.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCAP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG